



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! *est à nous* ●

Dossier

**Marche européenne
des sans-papiers**

Pages 6 et 7

n°152 - 7 juin 2012 - 1,20 €

www.npa2009.org

L'anticapitalisme, c'est maintenant !

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 10 JUIN 2012 - IMPRIMERIE ROTOGRAPIE 93100 MONTREUIL

**VOTONS
ANTI-
Capitaliste**
www.npa2009.org

Avec le soutien de **PHILIPPE
POUTOU**



Agenda

9 juin, Rio+20, débats, Paris.

Attac, les Amis de la Terre, le Crid, Sortir du nucléaire, la Fondation Copernic... organisent un après-midi de débats autour du sommet Rio+20. RV à partir de 13h30, Les Diaconesses, 18 rue Sergent-Bauchat, Paris 12^e (M^o Mongallet).

9 juin, manif mondiale anti-Acta.

Manifestation mondiale contre le traité Acta.

Depuis janvier, toutes les deux semaines, partisans du Parti pirate, Anonymous, Indignés et internautes manifestent contre ce traité liberticide.

En France, des rassemblements sont organisés dans dix-neuf villes.

Paris : RV à 13h30, place d'Italie. Marseille : RV à 14 heures, Vieux-Port, 8 rue Bailli-de-Suffren.

Lyon : RV à 14 heures, place des Terreaux.

Lille : RV à 14 heures, Porte-de-Paris.

Bordeaux : RV à 15 heures, place Victoire.

Pour plus de détails : www.facebook.com/events/342505765805727

12 juin, projection-débat, Poissy.

Projection du film *Liberté* de Tony Gatlif, suivie d'un débat sur le thème « *Que nous disent les Roms de la liberté?* ». RV à 20h30, Cinéma C2L de Poissy, 112, rue du Général-de-Gaulle. Entrée gratuite.

13 juin, meeting Élie Domota, Paris.

Élie Domota effectuera une tournée de meetings pour l'arrêt de la répression antisyndicale en Guadeloupe, de tous les procès contre des syndicalistes pour des actes relevant de leur mandats syndicaux, la levée de toutes les sanctions et le respect des accords.

RV à 18h30, grande salle de la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

16 juin, fête du NPA, Saint-Denis.

Venez discuter politique, écouter de la musique, manger et boire un coup...

RV à partir de 19 heures, école Jules-Guesde, 8 rue du Corbillon, Saint-Denis.

18 juin, appel du 18 joint, Paris.

Le CIRC vous invite à participer, partout en France, aux rassemblements organisés dans le cadre de « l'Appel du 18 joint » : stands, débats, animations.

RV à partir de 18 heures, grande pelouse de la Villette, Paris 19^e. Infos : www.18joint.org

MEETINGS LÉGISLATIVES

7 juin, Besançon.

Avec Alain Krivine. RV à 20 heures, au centre 1901, 35 rue du Polygone.

8 juin, Coulounieix-Chamiers.

Avec Philippe Poutou et les candidatEs du NPA Dordogne. RV à 20 heures, salle du conseil de la mairie, 92 avenue du Général-de-Gaulle.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

L'anticapitalisme, c'est maintenant !

SUITE DE LA PAGE 1

Trois bonnes raisons de voter pour unE des 400 candidatEs présentEs ou soutenuEs par le NPA. Premièrement, en votant anticapitaliste, vous contribuerez, humblement mais clairement, à remettre dans ces élections la réalité d'un monde en crise qui se rappelle à nous. Car, comme par enchantement, tous les mauvais coups, « suspendus » par l'élection présidentielle, surgissent de plus belle. De la cascade des plans de licenciements à la crise grecque et ses répercussions sur la construction européenne, la société française semble retrouver soudainement l'heure de la crise, l'heure grecque. Là-bas, les événements s'enchaînent dans une effervescence sociale et politique à la fois dramatique et passionnante. La polarisation entre l'extrême droite et la gauche radicale marque une société qui craque de toute part. Après quatre années de crise économique majeure, dix-sept journées de grève générale, des mobilisations de masse, les partis institutionnels qui ont porté les plans d'austérité ont été rejetés par plus de 60% des suffrages. Syriza après avoir réuni 17% des voix, est en position de remporter les prochaines élections du 17 juin prochain. De grands bouleversements sont en perspective en Grèce, comme dans toute l'Europe. Alors voter pour nos candidatEs, ce n'est seulement un bon moyen de dire qu'ici en France, Sarkozy et sa politique appartiennent au passé, c'est aussi une façon de proclamer qu'en prime notre avenir est lié à celui du restant du monde, et particulièrement à celui du peuple grec.

Deuxièmement, vous pourrez vous prononcer pour faire payer la crise à ceux qui en sont responsables, opter pour un plan d'urgence sociale et écologique, donner des forces à l'anticapitalisme, la démocratie directe et l'internationalisme. L'anticapitalisme, qui propose de prendre l'argent sur les profits et de refuser de rembourser la dette illégitime pour financer un bouclier social, qui répond à la crise financière et écologique en expropriant les intérêts privés des secteurs clés de l'économie comme les domaines bancaire et de l'énergie. La démocratie directe qui s'illustre par des candidatEs qui ne sont pas des politiciens professionnels et qui n'aspirent pas à le devenir car la politique ne saurait être une carrière ou un métier. L'internationalisme, enfin, qui s'oppose à toute forme de chauvinisme ou de nationalisme, qui préconise l'égalité totale des droits entre Français et immigrés. Troisièmement, vous nous donnerez mandat pour œuvrer à la construction d'une opposition à la gauche du gouvernement Ayrault, en fédérant toutes les forces sociales et politiques, qui ne participeront pas au gouvernement ou à la majorité présidentielle dans un bloc qui luttera contre l'austérité. Bien sûr, ces élections sont l'occasion de tourner définitivement la page de la droite. De la même manière qu'on a dégaugé Sarkozy, c'est toute sa bande qu'il faut maintenant virer. Mais tourner la page ne signifie malheureusement pas qu'on sorte du grand livre du libéralisme et de l'austérité. Et, au-delà des mesures symboliques prises (justice des mineurs,

parité gouvernementale, plafonnement des salaires des grands patrons du public...), la politique du PS prouve que la cohabitation entre son gouvernement et les marchés financiers a déjà commencé. À travers sa conférence sociale, le gouvernement n'a pas l'intention d'augmenter les salaires, et ne promet qu'un coup de pouce sur le Smic. Pas plus qu'il n'envisage de légiférer contre les licenciements alors que les plans « sociaux » s'accumulent. Le gouvernement ne défera même pas ce que la droite avait fait dans des domaines pourtant emblématiques : service minimum ; réformes des cartes hospitalières ou de la justice ; intégration française au commandement militaire de l'Otan ; principe de l'autonomie des universités de la loi LRU ; principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux de la RGPP (à l'exception notable de l'école). De plus, en s'inscrivant dans un processus de ratification du pacte européen de stabilité budgétaire, à peine amendé sur le thème de la croissance, Hollande lie sa politique aux futurs plans d'austérité imposés par ce nouveau traité européen, qui impose aux États un déficit public structurel qui ne doit pas dépasser les 0,1% du PIB. Bref, sous Hollande, rien ne nous sera donné, et ce que nous aurons sera ce que nous saurons arracher. Alors, le 10 juin, contre la droite et l'extrême droite, votons pour la gauche 100% indépendante du PS, votons anticapitalistes !
Christine Poupin, Philippe Poutou, Olivier Besancenot

regards

Propos recueillis par Vanina Giudicelli

CGT NETTOIEMENT Pour une retraite digne

Mardi 29 mai, les égoutiers et les personnels qui travaillent en réseau souterrain d'assainissement étaient en grève pour exiger notamment le droit de partir en retraite à 50 ans. Première grève de ce secteur, convergence avec les salariés du nettoyage de la ville de Paris, première grève nationale depuis la victoire de Hollande : ces trois éléments permettent de mesurer la détermination et la combativité des salariés. Régis Vieceli, secrétaire général CGT du nettoyage, a répondu à nos questions.

INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

Les revendications semblent convergentes mais pas forcément identiques entre les égoutiers et les éboueurs, peux-tu nous expliquer ?
Nous restons sur Paris alors qu'ils sont sur un mouvement national. Au niveau de notre employeur parisien, on peut faire bouger les lignes sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail, mais pas sur les retraites. Par contre, leur mouvement étant national, ils essaient d'être reçus par un ministre. Les personnels qui travaillent dans les réseaux souterrains ont une espérance de vie de dix-sept ans de moins que le reste de la population. La réforme Sarkozy a allongé le temps de travail de deux ans (comme pour tous les salariés). Dans le secteur du nettoyage, on a beaucoup milité contre la réforme des retraites : en octobre-novembre 2010, nous avons fait quatre semaines de grève, dont trois semaines d'occupation d'une usine de traitement de déchets, à Ivry.

Combien de personnes sont en grève aujourd'hui ?
On est à 30% de grévistes sur Paris, ce qui représente 700 éboueurs, une centaine de chefs d'équipe, un peu de maîtrise, donc c'est bien. Ça aurait pu être mieux, je pense que l'effet Hollande et ses annonces selon lesquelles il va recevoir le 29 l'ensemble des organisations syndicales pour préparer une conférence sociale mi-juillet, fait peut-être un peu ralentir l'action. Mais quand des ministres, notamment Lebranchu, disent « on ne va pas augmenter le point d'indice » qui fait le montant de notre fiche de paye, ça ne va pas tenir longtemps. À mon avis, dans les semaines qui viennent, en tout cas à l'automne, il y aura quelque chose.

Y a-t-il un rapport entre cette grève et le résultat des élections présidentielles ?
Les annonces de Hollande sur la retraite ne nous vont pas. C'est un petit pas en avant, mais tant que la réforme Sarkozy et les précédentes ne seront pas tombées, cela n'ira pas. Pour le syndicat CGT du nettoyage, cette grève a clairement un lien, c'était voulu. On a décidé du préavis de grève la veille du premier tour, et on l'a déposé le 7 mai. Il y a urgence dans ce pays à augmenter les salaires, à avoir une fonction publique de qualité, donc avec des fonctionnaires en nombre, etc. Ce n'est pas en parlant de croissance abstraitement qu'on va relancer les choses : il faut embaucher, et augmenter les salaires !

Que penses-tu des déclarations de Hollande sur le nouveau traité européen ?
On est le 29 mai 2012 et j'ai le souvenir que le 29 mai 2005, 55% des

Français ont voté contre le Traité constitutionnel européen. Donc, cette grève des égoutiers et du nettoyage de Paris fête un bel anniversaire. Sarkozy nous a volé le référendum, il a volé la parole des Français, et Hollande devrait donc refaire un référendum. La majorité de son parti avait appelé à voter oui, d'autres qui sont ministres aujourd'hui tels que Fabius avaient appelé à voter non, aujourd'hui Hollande doit prendre une décision capitale et redonner la parole au peuple. Quand on voit la Grèce ou l'Espagne, on se rend compte qu'il ne faut pas signer ça, même avec le mot croissance à l'intérieur. Ce mot ne veut rien dire, ce qu'il faut c'est une autre Europe, avec des salaires et une fonction publique de haut niveau, l'industrialisation, il faut que ça bouge.

Comment construisez-vous l'échéance d'automne ?
Cela fait trois ans que les égoutiers travaillent ensemble, au plan national, nous on commence à peine ce travail depuis le début d'année. On en est à deux ou trois réunions, avec une nouvelle le 5 juin pour finaliser un cahier revendicatif sur toute la filière du traitement des déchets, qui met l'environnement au cœur parce que c'est important, que nous en sommes une cheville ouvrière. Donc, dès juin, il va y avoir des documents distribués dans les bases syndicales qui peuvent permettre quelque chose à l'automne. Et on y tient vraiment, parce qu'on pense que les égoutiers sont dans la même filière que nous, à faire un mouvement d'ensemble qui peut avoir de la gueule, en espérant que d'autres s'y joignent aussi !



Syrie : les signes du déclin

Le régime de Bachar Al Assad, chaque jour plus répressif envers la révolution populaire, est de plus en plus isolé. Les Nations unies proposent un départ du dictateur tout en maintenant le régime en place, une solution inacceptable pour les Syriens qui risquent leur vie chaque jour.

Les réactions au massacre de Houla près de Homs, perpétré par les forces du régime et ses milices, et qui a fait une centaine de victimes dont des dizaines d'enfants, se sont révélées intransigeantes, condamnant le régime en place. Plusieurs pays ont expulsé les ambassadeurs syriens pour renforcer l'isolement du régime. Ces réactions sont à même de préparer le terrain à la rencontre de Kofi Annan avec Al Assad à la fin du mois de mai et un prélude à la visite de Poutine en France et aux États-Unis.

Cela s'inscrit dans le cadre d'une politique de pression permanente sur le régime d'Al Assad et alors que ce dernier émet des signes d'affaiblissement interne, le plus important étant la grève des commerçants de Damas du 28 mai et celles qui ont suivi comme à Alep. L'abandon du régime d'Al Assad par la bourgeoisie commerçante serait un indice majeur de la décomposition importante de la base sociale du régime syrien Or, ceci est concomitant du fait que la clique au pouvoir s'appuie davantage sur les brigades militaires qui lui sont affidées, notamment ses milices, les chabbiha, pour affronter les protestations populaires.

Avec la poursuite du soutien des gouvernements russe, chinois et iranien, les alliés du régime assassin, les positions américaine et européenne affichées jusqu'à présent déboucheraient, elles, sur une « transition organisée » ou d'une forme de « solution à la yéménite », à savoir le départ d'Al Assad et de membres de son régime avec le maintien de ses

autres bases. L'objectif de l'initiative d'Annan n'est pas si éloigné de ce scénario souhaité par les gouvernements occidentaux et nous ne pensons pas que le gouvernement de Poutine lui-même l'en empêcherait à condition qu'il se réalise « sans intervention militaire » et avec l'accord des deux parties, « gouvernement et opposition ».

LE CHANTAGE AU DÉPART DU DICTATEUR

Des forces de l'opposition syrienne ont accepté cette solution et marchandent l'initiative d'Annan en vue de cette issue. D'aucunes ont décelé dans la présence d'observateurs de la Ligue arabe à la fin de l'année dernière, et aujourd'hui dans celle d'observateurs internationaux, un prélude à la réalisation d'une « transition organisée » se bornant au départ du dictateur et maintenant les fondements du régime. Il n'est toutefois pas le seul, même s'il exige la réalisation de toutes les clauses du plan Annan avant de passer aux négociations avec les parties du régime qui « n'ont pas de sang sur les mains » pour envisager la période transitoire.

La question qui en découle inévitablement est double : la première chose est de savoir si les masses insurgées et la dynamique révolutionnaire accepteront une solution d'en haut se bornant au



départ de symboles du régime ancien et au maintien de ses bases compte tenu des sacrifices énormes qu'elles ont consentis ? Et la seconde : est-ce que la nature et la structure du régime dictatorial des Al Assad supporteront une solution reposant sur le départ du dictateur avec certains de ses équipiers sans que cela signifie l'effondrement effectif du régime tout entier ?

Nous croyons pour notre part que les deux dynamiques de la révolution syrienne, à savoir sa radicalisation politique et sociale en profondeur, qui pousse à la chute du régime tout entier et à la réalisation de changements politiques et sociaux radicaux d'une part, ainsi que la nature du régime dictatorial fermé et sauvage, totalement hermétique à toute réforme d'autre part, empêchent toute possibilité de réalisation d'une solution venue d'en haut à la « yéménite » évoquée précédemment. Et que

toute « transition ordonnée » ou solution yéménite en Syrie signifient et requièrent pour leur réalisation, soit une intervention militaire étrangère, à laquelle la plupart des grandes puissances clament leur hostilité, ou bien une défaite de la révolution populaire syrienne. Dans les deux cas, notre position, la position de la gauche révolutionnaire syrienne, repose sur le refus de cette solution d'en haut « yéménite » tout comme de l'intervention militaire étrangère qui signifieraient toutes deux l'écrasement et la défaite de la révolution populaire.

Révolution permanente jusqu'à la chute de l'oppression et de l'exploitation !

Ghayath Naissé

ARTICLE EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org



Par Yvan Lemaitre

LA CAMPAGNE DE L'AUSTÉRITÉ

La semaine dernière, la Commission européenne puis l'OCDE, la Cour des comptes présidée par le socialiste Mingaud et l'Inspection générale des finances (IGF) se sont invitées dans la campagne pour faire la promotion des politiques d'austérité. Il s'agit d'imposer comme une vérité établie la lutte contre les déficits par l'austérité. L'IGF chiffre les économies que l'État devra faire à 3,9 milliards d'euros par an pour un retour des comptes publics à l'équilibre en 2017 comme Hollande en a pris l'engagement. Partant du principe intangible que la charge de la dette est incontournable et qu'il n'est pas question de porter atteinte aux intérêts des rentiers de la finance, les propositions sont simples, de nouvelles attaques contre les travailleurs et les services publics. Elles visent à réduire la masse salariale par le gel des salaires et des retraites, le nombre de fonctionnaires par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, voire de « deux sur trois ». Et la rigueur pour les services publics, les universités, les musées, Pôle emploi, le CNRS... « Il y a d'énormes marges de manœuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires » répond Martine Aubry, Moscovici, le ministre des Finances, déclare que la France parviendra à ramener son déficit public à 3% du PIB en 2013 « sans mesure d'austérité » ! Mais dans le même temps, il reconnaît une « large convergence de vues » avec la Commission européenne championne des politiques d'austérité et qui met en demeure la France d'être plus compétitive. Et il s'engage à travailler au « renforcement de la compétitivité, au redressement du pays, mais aussi à la justice fiscale et dans la politique des revenus ». Les ambiguïtés du gouvernement ne dureront probablement pas beaucoup plus que le temps des législatives. La réduction des déficits comme la course à la compétitivité impliquent, avec la gauche comme avec la droite, la diminution du coût du travail, une dégradation des conditions de vie et de travail. La dette, la compétitivité, c'est-à-dire la course à la rentabilité financière, sont incompatibles avec la justice et la démocratie. Il n'y a pas de marges de manœuvres sauf de remettre cause la dictature des banques, le parasitisme de la finance.

Irlande : la peur l'a emporté

Admettons-le d'emblée : le résultat du référendum du 31 mai en Irlande, avec plus de 60% des votants favorables au nouveau traité européen, n'est pas une bonne nouvelle pour les peuples. Que s'est-il passé ? Les Irlandais ont massivement rejeté il y a un peu plus d'un an un gouvernement conservateur qui avait appliqué successivement deux plans d'austérité drastiques. C'est une coalition alliant les très socio-libéraux travaillistes (Labour) et un parti de centre droit (Fine Gael) qui l'a remplacé, après une campagne durant laquelle ils avaient affirmé qu'ils feraient en sorte de renégocier les termes du « plan de sauvetage » imposé au pays par la Troïka. Il n'en a évidemment rien été. La crise s'est poursuivie, l'austérité aussi, au point qu'il y a quelques mois on parlait par exemple de remettre en cause l'engagement de ne plus baisser les salaires avant 2014, et que le chômage continue d'augmenter. Dans ce contexte, après bien des hésitations, le premier ministre Enda Kenny a décidé de recourir

au référendum en vue de ratifier le nouveau pacte budgétaire européen qui obligerait chaque pays à inscrire dans ses lois une « règle d'or » d'équilibre budgétaire dont le non-respect l'exposerait automatiquement à des sanctions. Les Irlandais furent donc les seuls à être consultés à propos du nouveau traité européen qui constitutionnalise les politiques d'austérité. En 2001 et 2008, les Irlandais avaient rejeté le traité de Nice puis celui de Lisbonne, paralysant temporairement la construction européenne. Les dirigeants européens avaient pris soin de faire en sorte que le scénario catastrophe des consultations précédentes ne puisse pas se reproduire : lors de l'écriture du texte, il a été précisé qu'il suffisait que douze pays sur les dix-sept de la zone euro l'adoptent, pour une entrée en vigueur dès 2013. Cela dit, à l'heure où plane la probabilité d'une explosion de la zone euro, et avec la crise politique grecque, l'enjeu du référendum était important. Assez pour que la propagande ouïouiste, comme

on disait en 2005, se déchaîne des semaines durant, relayée non seulement par les deux partis au pouvoir mais aussi par l'essentiel de l'opposition (Fianna Fail et les Verts). Les arguments sont simples : si l'Irlande refuse le nouveau traité, plus question pour elle de bénéficier de nouveaux « plans de sauvetage » – que la population avait massivement rejetés fin 2011 ! Second argument : le non donnerait le signal que les Irlandais veulent sortir de la zone euro voire de l'Union européenne. Face à cette large coalition, le front du non était réduit. À une série d'organisations syndicales s'ajoutaient le Sinn Fein, anciennement aile politique de l'IRA, en passe de devenir le principal parti de gauche et l'United left alliance, qui rassemble diverses organisations d'extrême gauche. La campagne fut vigoureuse, dénonçant l'austérité, la Troïka, revendiquant sa solidarité avec les Grecs, tentant de faire porter le débat sur le fond. Les acteurs de la campagne du non s'appuyaient par ailleurs sur la mobilisation en cours contre les

nouvelles taxes que le gouvernement veut imposer. Mais après trois ans de cure d'austérité, avec le passif que représente la jurisprudence de 2001 et 2008, lorsque l'Union européenne avait contraint les Irlandais à revoter pour « bien voter », et surtout en l'absence de mobilisations massives des salariés contre l'austérité, la propagande a fait son effet en jouant sur la peur. Les résultats indiquent nettement une frontière de classe, le vote non étant particulièrement haut dans les zones les plus ouvrières, comme à Dublin, et dans les endroits où la résistance à l'austérité s'est un peu organisée localement, notamment dans une région aussi enclavée que le Donegal, longtemps fidèle à Fianna Fail. Le résultat en Irlande indique à la fois les difficultés de la lutte contre la Troïka, et son caractère absolument décisif.

Ingrid Hayes

La faillite de Bankia, le sauvetage de l'Espagne et la crise de l'Euro

La faillite de Bankia n'est que la partie émergée de l'iceberg d'un système financier hypothéqué jusqu'aux oreilles à cause de sa participation à la spéculation immobilière.

La nationalisation de Bankia par le Parti populaire (PP) est un assainissement mené à bien grâce à de l'argent public (issu de coupes budgétaires que nous avons subies et à l'origine de celles encore plus dramatiques à venir) d'une entité privée contrôlée par une clique qui est la meilleure expression de la symbiose entre pouvoir politique et intérêts privés qui caractérise le régime oligarchique espagnol.

Le capital que la banque a investi avec d'infimes possibilités de récupération, pourrait dépasser les 130 milliards d'euros. Ainsi, depuis le début de la crise en Espagne, une partie importante de la banque a réussi à se maintenir à flot en suçant le sang des citoyens grâce aux subventions publiques alors même qu'elle envoyait la police pour déloger des familles qui avaient tout perdu. Pourquoi nationaliser Bankia? Non seulement parce que c'est la quatrième entité financière de l'État espagnol, mais aussi parce que c'est celle qui possède le plus de liens organiques avec le PP.

Parce qu'elle est extrêmement endettée auprès du système bancaire international. Parce que des banques clés pour la stabilité mondiale ont soutenu Bankia depuis son entrée en bourse : UBS (principale banque suisse), Deutsche Bank, Merrill Linch, J.P. Morgan Chase...

Tout le dispositif de domination néolibérale imposé il y a 30 ans consiste à récupérer les bénéfices des capitalistes à coups de réduction de salaires directs et indirectes des travailleuses et des travailleurs sans augmenter les richesses et productions réelles, et en privatisant des entreprises et des ressources publiques viables. Cette réduction du pouvoir d'achat a forcé l'endettement massif des travailleurEs, endettement favorisé par la totalité des entités financières pour stimuler la consommation, ce qui constitue la cause fondamentale de la crise en cours. Les sauvetages de banques pratiqués par tous les gouvernements occidentaux (de droite comme de «gauche») n'ont pas stoppé l'hypertrophie financière mais l'ont rendue plus agressive et ont imposé un rapport de forces beaucoup plus défavorable : ils ont rendu impossible une politique alternative fondée sur la protection sociale et le crédit direct aux particuliers et aux entreprises pour l'économie réelle et l'emploi. Sauver Bankia avec de l'argent public comme prétend le faire Rajoy va inaugurer



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

un nouveau cycle de sauvetages bancaires ici et dans les pays environnants. Cela signifie une recrudescence des coupes budgétaires et des politiques d'austérité, provoquant ainsi une augmentation galopante du chômage et très probablement une grande dépression, différente mais sans doute aussi grave que celle des années trente. De plus, comme l'affirme déjà une partie de la presse économique internationale, la nationalisation de Bankia peut très certainement entraîner une intervention de la Troïka en Espagne qui aurait des conséquences semblables à celles que connaît si bien le peuple grec. Et si ce n'était pas «assumable» par la BCE, cela signifierait peut-être purement et simplement l'explosion de l'euro.

La seule façon d'en finir à court terme avec la dictature financière, c'est de suivre la voie islandaise. Laisser les banques

insolvables faire faillite, garantir les dépôts, poursuivre les responsables en justice et faire en sorte que les pertes soient supportées par les créanciers et les actionnaires. En fait, la seule issue progressiste à la crise serait d'imposer une répartition radicale des richesses et du travail, l'expropriation de tout le système financier et une reconversion écologique en profondeur de l'économie (transports, énergie, industrie, agriculture, etc.). Si cela est possible dans le cadre de l'euro c'est bien, sinon nous ne devons pas accepter les chantages de Merkel, Draghi ou Barroso. Quoi qu'il en soit, il faudra combattre les dérives nationalistes et défendre un internationalisme anticapitaliste qui propose une alternative pour les travailleurEs et pour les peuples d'Europe.

Andreu Coll (Izquierda Anticapitalista)
Traduction : Liliane Guardiola

PRISONNIERS PALESTINIENS

Malgré l'accord, le combat continue !

Le 14 mai dernier, les 2000 prisonniers palestiniens en grève de la faim décidaient de mettre un terme à leur mouvement de protestation, un accord ayant été obtenu avec les autorités pénitentiaires israéliennes. Ces dernières s'engageaient à répondre à un certain nombre de revendications palestiniennes : la fin des détentions administratives (emprisonnement de six mois sans motif et sans procès, renouvelable à l'infini), la levée des mesures d'isolement carcéral et l'autorisation de visites pour les prisonniers originaires de Gaza. Or, trois semaines plus tard, force est de constater qu'une fois de plus Israël n'a pas tenu ses engagements.

Selon le ministre palestinien des Prisonniers, pas moins de 30 détentions administratives ont été reconduites depuis l'accord. Parmi les prisonniers frappés par ces reconduites, Hussam Khader, dirigeant du Fatah de Naplouse, dont l'emprisonnement sans motif a été prolongé

de six mois le 27 mai dernier, en violation de l'accord du 14 mai. Hussam Khader, qu'une délégation du NPA emmenée par Olivier Besancenot et Myriam Martin avait rencontré en 2009 en Palestine, est un cas emblématique. Les autorités israéliennes n'apprécient guère sa défense intransigeante des droits des réfugiés, ses critiques du «processus de paix» et ses appels répétés à l'unité des factions palestiniennes. Au cours des 30 dernières années, il a été arrêté et détenu à 26 reprises par Israël... Autre exemple : le 3 juin, le tribunal militaire d'Ofen renouvelait la détention administrative de Bassam al-Saadi, dirigeant du Jihad islamique originaire de Jénine, emprisonné sans motif et sans procès depuis mai 2011. Il avait été arrêté, à l'époque, peu de temps après avoir achevé une peine de prison de huit ans. Al-Saadi est particulièrement bien placé pour savoir qu'Israël viole l'accord arraché le mois dernier : en tant que représentant des prisonniers, il est l'un de ceux qui l'ont

directement négocié !

Certains des prisonniers, exclus de l'accord, poursuivent aujourd'hui encore la grève de la faim. À l'heure où ces lignes sont écrites, Mahmoud Sarsak, 25 ans, refuse de s'alimenter depuis 80 jours. Ce jeune footballeur originaire de Gaza, détenu depuis juillet 2009 en vertu de la loi israélienne sur les «combattants illégaux», a perdu plus de 25 kilos depuis le 19 mars. Il demande, tout simplement, que sa détention sans motif cesse immédiatement. Dans une lettre coécrite avec Akram Rikhaoui, en grève de la faim depuis 61 jours, il déclarait ce qui suit : «Nous vous informons que nous poursuivrons notre grève jusqu'à ce que l'ensemble de nos revendications soient satisfaites, et que nous ne nous soumettrons pas aux exigences de l'administration pénitentiaire malgré les provocations, les restrictions et le chantage dont nous sommes victimes. Nous n'accepterons pas de promesses et de demi-mesures malgré

la détérioration de notre état de santé et le fait que nous sommes désormais dans une situation difficile et dangereuse».

Autant dire, à l'heure où l'hypothèse d'un nouveau mouvement collectif de grève de la faim est envisagée, que le combat continue et que la solidarité doit s'amplifier.

Julien Salingue

ERRATUM

Une erreur s'est introduite dans l'article *Conga no va de Tout est à nous* n° 151. Contrairement à ce qui a été publié, la Commission d'experts internationaux engagée par la population de Cajamarca et son gouvernement provincial a déclaré «non viable» le méga projet minier Conga. Nos excuses à l'auteur et aux lecteurs et lectrices pour cette erreur.

MUNICIPALES EN ITALIE

Le discrédit des partis

Deux semaines après le second tour des élections municipales, le cadre politique italien se montre toujours plus bouleversé et une crise des partis traditionnels apparaît.

En effet, les résultats ont montré, dans plusieurs villes importantes (dont les plus grandes sont Gênes et Palerme), un effacement des partis de la droite, sans que le centre gauche, et notamment le Parti démocratique, ne puisse vraiment en profiter. La vraie nouveauté a été le super score obtenu par les listes du Mouvement 5 étoiles, promues par le comédien Beppe Grillo, qui ont remporté la mairie de Parme et dépassé les 15% dans plusieurs villes, dont Gênes.

Plus dans le détail, le PDL (parti de Berlusconi) a perdu énormément de voix partout, s'écroulant souvent en dessous de 20%, à tel point que plusieurs candidats ne se sont même pas qualifiés pour le second tour. La Ligue du Nord, dans la foulée des scandales judiciaires de Bossi et des luttes internes qui la déchirent, a perdu la quasi-totalité des mairies qu'elle dirigeait seule depuis bien des années (ayant maintenu seulement le maire de Vérone).

Cependant, si le Parti démocratique remporte plusieurs mairies grâce à la débâcle de la droite, il ne gagne pas de voix sur le thème de la crise. Les voix perdues par les forces de droite sont allées massivement vers l'abstention, le mouvement de contestation des partis créé par Grillo, ou vers d'autres formes de voix protestataires. Dans ce contexte, la gauche radicale (Sel de Vendola et le PRC) n'a pas réussi non plus à percer, et n'est donc pas considérée comme une réponse au discrédit des partis majoritaires et au mécontentement social grandissant.

Le grand gagnant de cette élection, le Mouvement 5 étoiles, est une «drôle de bête» qu'il convient donc de connaître et d'analyser à fond. En effet, il s'agit là d'un phénomène complexe qui lie la crise des partis traditionnels – incapables de répondre aux besoins de «la société civile» et préoccupés seulement de garder leurs propres privilèges, corrompus et pourris – aux capacités communicatives du comédien Beppe Grillo, aimé par le grand public, et qui a su donner visibilité et unité à un mouvement plus souterrain de collectifs locaux nés sur des thèmes sous-jacents de la gauche : la défense de l'environnement, la légalité contre la corruption de l'État, la lutte contre le pouvoir de l'économie et des finances, etc. Cependant, Grillo use d'un ton très populiste et ses dénonciations sont très éloignées d'une vision de classe. Il s'agit donc de faire la différence entre les gens qui vont massivement voter pour la seule nouveauté antisystème qui semble crédible, et le petit groupe qui gère la machine autour du gourou Grillo, dans la plus totale absence de démocratie et de transparence. Le Mouvement de Grillo est souvent tenté de reprendre de thèmes de droite pour récupérer les voix, comme l'opposition aux droits des immigrés, et des propos sexistes et homophobes sont souvent entendus dans les meetings. Ce résultat électoral est donc la combinaison des crises économique et politique italiennes, en l'absence d'une réponse de classe et de mobilisations sociales. Le renouvellement des discours et la création de nouvelles formes de participation sociale peuvent déboucher tantôt sur une recherche des moyens de s'en sortir, tantôt sur une attirance pour tout discours populiste.

Flavia d'Angeli

La première marche des sans-papiers

Ne boudons pas notre plaisir ! En matière de politique migratoire, comme en tous domaines, cela fait un bien fou de se dire qu'on a réussi (certes de justesse) à virer Sarkozy et sa bande. Un terme devrait être mis – du moins est-il permis de l'espérer – aux pires mesquineries, absurdités et autres monstruosité. Mais restons lucides. Structurellement, la politique migratoire dite « de la France » ne changera guère.

Notons pour mémoire que les gouvernements socialistes n'ont au fil des décennies laissé de souvenir particulièrement reluisant ni aux peuples colonisés en lutte pour leur libération, ni aux migrants fuyant la misère et l'oppression entretenues par la mafia de la Françafrique, ni aux sans-papiers en mal de régularisation. Et aujourd'hui, face à la montée en puissance des idéologies identitaires, le programme du PS ne permet pas vraiment d'escompter la mise en œuvre de la politique volontariste qui s'imposerait pourtant. Répétons que nous ne voyons vraiment pas comment, en tant que système cohérent, le capitalisme (avec lequel, pour autant que nous sachions, le nouveau pouvoir n'est pas en rupture !) pourrait s'avérer conciliable avec les principes fondamentaux pour nous de liberté de circulation et d'implantation aussi bien que d'égalité des droits.

Mais n'oublions pas non plus que ce n'est aujourd'hui qu'avec des guillemets que nous sommes autorisés à parler de politique migratoire « de la France ». Car, harmonisation des politiques des États membres oblige, c'est à Bruxelles que les grandes lignes en sont désormais fixées. C'est pourquoi la marche européenne des sans-papiers qui a débuté le 2 juin dans cette ville pour aboutir le 2 juillet à Strasbourg après un passage dans sept pays européens est en soi un événement porteur de sens. Nous ne pouvons donc que soutenir pleinement cette initiative.

QUE VEULENT LES MARCHEURS ?

SIMPLEMENT ARRÊTER DE COURIR !!



-FANOUR-

De Bruxelles à Strasbourg en passant par sept pays

La Marche européenne qui doit avoir lieu du 2 juin au 2 juillet 2012 doit permettre à des sans-papiers vivant dans divers pays européens d'exprimer leurs revendications, concernant non seulement leur régularisation globale, mais également la liberté de circulation et d'installation et le respect des droits de tous les migrantEs. Partie de Bruxelles et aboutissant à Strasbourg pour s'y adresser aux institutions européennes, qui ont aujourd'hui la haute main sur les politiques des États membres de l'Union, elle fera halte dans des lieux aussi symboliques que Schengen ou Maastricht, mais aussi des lieux de vie, de travail et de lutte, dans sept pays européens où les sans-papiers sont partie prenante des combats de ceux et de celles parmi lesquels ils vivent, bossent et entendent bien rester.

VICTIMES DE L'AUSTÉRITÉ

L'appel à la marche pointe le fait que la crise touche en priorité les plus précaires et que les sans-papiers et migrantEs sont frappés de plein fouet par les politiques d'austérité et de rigueur et font office de main-d'œuvre de choix, particulièrement dans les secteurs non délocalisables. C'est pourquoi, leur passage, sur le tronçon français, par les sites en déshérence de Lorraine (Florange, Gandrange) où les délocalisations ont réduit au chômage les travailleurs français de l'industrie ou des activités induites par l'activité industrielle revêt une haute signification : pas seulement celle d'une solidarité subjective, mais celle d'une communauté d'intérêt (bien au-delà des divisions que l'État et les exploités suscitent, entretiennent et exacerbent) entre tous ceux qui entendent dire aux capitalistes que ce n'est pas à eux de payer leur crise.

Dans le climat actuel, sur fond de progression dans les suffrages et dans les esprits d'une droite extrême, dopée par la cure de vitamines qui lui a été administrée tout au long de ces dernières années par les appareils d'État, notamment en France, il importe également que l'appel fasse mention des « lois répressives (arrestation, rétention, expulsion) dont les États européens se sont dotés » et de leur « application [...] de plus en plus brutale, xénophobe et arbitraire ». Il va de soi que la solidarité avec les retenus et les expulsés va de pair avec la solidarité à l'égard de « l'objet » des contrôles au faciès, et des victimes, dont certaines furent des sans-papiers, des violences meurtrières, généralement impunies, de la police.

INTERNATIONALISME

La marche se veut aussi une marche pour la mémoire. L'étape de Verdun en fait foi. Ceux dont le souvenir sera évoqué ne seront pas seulement les soldats blessés ou morts au combat ; ce seront aussi ceux qui, des décennies durant, piétailèrent le développement industriel, ont payé de leur santé, parfois de leur vie, leur travail à la mine, sur les chantiers, dans les usines : Français, Allemands, Belges, Italiens, Polonais... mais aussi Algériens, Marocains, Sénégalais...

Enfin, au-delà de l'adresse à l'Europe comme creuset des politiques migratoires, c'est la « vocation internationaliste » de la marche qui s'affirme à travers sa dimension transfrontalière. Il ne s'agit pas d'une manifestation boutique pour la défense de seuls intérêts particuliers.

Par ailleurs, les participantEs ne marcheront pas tout au long du parcours. Une grande partie du trajet doit être effectuée en car. En dépit des questions logistiques et financières que cela pose, le choix a été fait de marcher dans chacun des pays traversés. La marche, c'est aussi l'occasion de se montrer auprès de populations qui, bien souvent, ont plus entendu parler de « flux migratoires » qu'ils n'ont vu d'immigrés. Ainsi, le FN aujourd'hui tendance à réaliser ses meilleurs scores dans des zones où l'on ne voit que très rarement un étranger. Le passage des marcheurs, l'appel à la solidarité des habitants, des associations locales, de syndicalistes, de municipalités devraient, comme cela s'était produit lors de la marche Paris-Nice en 2010, être l'occasion de tisser des liens, de briser des stéréotypes, de surmonter des idées reçues.

ÉTAPE À HÉNIN-BEAUMONT

De ce point de vue, le crochet par Hénin-Beaumont augure bien ce que pourraient être les prochaines étapes : les sans-papiers partis de Paris, accompagnés par quelques-uns de nos camarades et soutenus par la CSP 59, ont été reçus par le maire à la suite d'une manifestation réussie.

L'arrivée le 2 juillet à Strasbourg, où les sans-papiers demanderont à être reçus par le Parlement européen, sera l'occasion d'une manifestation à leurs côtés, pour témoigner, plus et mieux que de notre soutien, de notre engagement pour un combat commun, car, que nous soyons migrantEs, avec ou sans papiers, FrançaisEs avec ou sans travail, tout est à nous, rien n'est à eux...



Hénin-Beaumont, le 2 juin. Une étape pour les sans-papiers en route pour Bruxelles. (MARCO)

Pour en savoir plus

<http://marche-europeenne-des-sans-papiers.blogspot.fr/p/soutenir.html>
Vous y trouverez notamment toutes les indications vous permettant de vous associer d'une manière ou d'une autre (le soutien financier n'étant pas des plus négligeables) à cette initiative.
Vous pouvez également faire une excursion dans un passé proche sur :
http://www.dailymotion.com/video/xd7yym_marche-paris-nice-des-sans-papiers_news

he européenne s et migrantEs

Europe forteresse contre Europe passoire

Dublin II, Frontex, accords communautaires de réadmission, « directive de la honte », externalisation des contrôles et de la rétention... on n'en finirait pas d'énumérer les dispositifs et mécanismes de nature essentiellement policière mis au point au niveau de ce qui est décrit par les uns comme une « Europe forteresse » et qui n'en demeure pas moins, aux yeux des autres une « Europe passoire ».

Les deux termes sont d'ailleurs également faux : sur l'« Europe passoire », tous ceux qui se sont vus refoulés, enfermés, se sont noyés en Méditerranée ou ont péri dans le désert auraient eu beaucoup à dire. Quant à l'« Europe forteresse », elle bat sans nul doute en inefficacité le record de la ligne Maginot, tant les motivations d'hommes et de femmes qui sont prêtEs pour y pénétrer à tous les sacrifices ont chaque jour raison de ses murailles en fin de compte dérisoires.

Ce qu'elle est bien, en revanche, cette Europe, c'est le lieu d'expression et de maturation de tous les fantasmes d'invasion qui prétendent justifier la culture de tous les fantasmes de maîtrise.

En 2008, un ex-président de la République française, aujourd'hui heureusement bien oublié, même s'il vient tout juste d'être chassé, observait, en démographe avisé : « Il y a 475 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans. La France est à 14 km de l'Afrique par le détroit de Gibraltar ». Vous vous rendez compte ?

Donc, L'Europe se protège.

18 244 MORTS

Reprenons le catalogue des flétrissures les plus marquantes de l'UE.

Quelques chiffres d'abord. Selon un relevé effectué au début de l'année à partir des informations de la presse internationale, 18 244 migrantEs sont mortEs aux frontières de l'Europe depuis 1988. Et pour la seule année 2011, le nombre de morts s'élève à 2 352.

Près de la moitié (8 749 personnes) ont disparu en mer : fins de parcours dans le canal de Sicile d'abord mais également au large des Canaries et de Gibraltar, sans oublier en mer Égée et dans l'Adriatique (auxquels on pourrait ajouter les naufrages répétés au large de Mayotte de Comoriens qui ont bien pour objectif de rejoindre, d'une certaine manière, l'Europe). Mais il y a aussi ceux qui n'ont jamais atteint la côte. En réalité, si l'on en croit les récits des survivants de la traversée du Sahara, les chiffres totaux seraient encore plus élevés. Et on ne peut ignorer, au-delà de la multiplicité des causes de décès (pas seulement la noyade, mais l'asphyxie dans des navires de cargaison ou des camions, la mort dans le train d'atterrissage d'avion de ligne, par hypothermie dans les montagnes, en traversant des champs de mines...), le sort des victimes de déportations collectives et d'abandon dans le désert pratiqués par les gouvernements algériens, libyens et marocains ou de tirs à vue (292 morts) par la police des frontières de pays dont l'Europe est évidemment complice (Égypte, Gambie, Maroc, Turquie...).

Ce qui nous renvoie directement aux politiques d'externalisation des contrôles. Turquie, Maroc sont en première ligne. La Libye aussi, et on sait que l'intervention en faveur des rebelles y était, entre autres, conditionnée, par des assurances sur la continuité de la politique libyenne dans ce domaine. De nombreux camps le plus souvent fermés sont également installés dans beaucoup d'autres pays tiers, au sud ou à l'est de l'Europe, avec pour mission de retenir les étrangers durant leur demande d'admission dans un État membre ou en attente de leur expulsion. La partie la plus visible de la politique européenne, celle que l'on connaît à travers ses dispositifs et autres directives, n'est donc jamais que le dessus de l'iceberg.

EURODAC, FRONTEX...

La pièce centrale du dispositif qui légitime la sous-traitance des contrôles est constituée des accords communautaires « de coopération, d'aide au développement ou de gestion concertée des flux migratoires », dont le principe est le même que celui d'accords bilatéraux correspondants : il s'agit simplement d'introduire dans des accords commerciaux ou économiques signés avec des pays de départ ou de transit des clauses de réadmission. Le chantage élevé au rang des beaux-arts, en somme !

Le droit d'asile est également sérieusement mis à mal par les procédures en cours dans l'UE. Ainsi, le règlement Dublin II prévoit-il que les demandeurs d'asile soient systématiquement renvoyés vers le premier pays de l'Union où ils ont mis les pieds. Les mains aussi, car pour assurer la traçabilité des réfugiés, l'Union a créé une base centralisée d'empreintes digitales (les dix doigts et la paume) de toutes les personnes, à partir de 14 ans, qui demandent asile ou se trouvent en situation irrégulière sur un territoire : le fichier Eurodac dont l'existence conduit des migrantEs à se brûler les doigts pour effacer leurs empreintes ! C'est ainsi que nombre de demandeurs d'asile sont renvoyés dans des pays tels que la Pologne (notamment des Tchétchènes) ou la Grèce. En ce qui concerne ce dernier pays, les violations des droits des réfugiés (Afghans, Irakiens, Iraniens) sont telles que plusieurs pays européens se sont résolus à suspendre les transferts. Le moins qu'il serait permis d'ailleurs d'attendre du nouveau gouvernement socialiste serait qu'il suive leur exemple.

Quant à la directive « retour », rapidement connue comme « directive de la honte », elle montre (même si son introduction dans les droits nationaux laisse un champ libre à chaque État) le niveau auquel l'UE établit l'harmonisation de sa politique : durée maximum de rétention fixée à

dix-huit mois, enfermement possible des enfants, interdictions de séjour de cinq ans...

Et puis, il y a Frontex, cette agence qui est à la fois dispositif de surveillance et outil pour des « opérations de retour conjointes » et dont le budget est passé de 6,3 millions en 2005 à... 87 millions d'euros en 2010. L'austérité, ça vous dit quelque chose ?

En ce qui concerne le dispositif de surveillance, l'Europe le considère sans nul doute comme hautement performant. De fait, alors qu'un ministre espagnol se félicite d'une chute du nombre de « callacos », ces migrantEs qui arrivent par bateaux sur les côtes espagnoles des îles Canaries, on observe dans le même temps que le nombre de cadavres échoués a augmenté de 50%. C'est que les bateaux utilisent des voies plus dangereuses pour échapper aux contrôles. Efficace pour maîtriser les flux migratoires, non ? Quant aux retours groupés, ils ont touché 1 622 personnes en 2009 (contre 428 deux ans plus tôt). Cette année-là, l'Agence se présentait fièrement comme « la pierre angulaire du concept européen de gestion intégrée des frontières ». Le « concept », excusez du peu ! Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que le programme de Stockholm ait pu demander « une clarification et un renforcement du rôle de Frontex dans la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne ».

Face à de telles politiques, il n'est guère qu'une réponse : résistance.

RÉSISTANCE

Ces formes de résistance peuvent être multiples. Depuis de nombreuses années, et tout particulièrement depuis un peu plus de quinze ans, le mouvement des sans-papiers en France est indubitablement en pointe. Plus particulièrement, depuis 2008, les sans-papiers « français » ont, tout au long d'une grève en deux temps, parmi les plus longues de l'histoire des luttes en

France, témoigné hautement de leur condition de travailleurs et largement modifié l'image qui était donnée d'eux. Leur passage par les sites industriels de Lorraine leur permettra de transformer l'essai. Notons à ce propos qu'engagés dans différentes actions, et différents cadres, parfois artificiellement divisés, ce sont les mêmes, en fait, qui revendiquent les mêmes droits, avec les mêmes aspirations tout aussi légitimes.

Dans les autres pays européens, la détermination des sans-papiers qui s'exprime à travers des actions quasi permanentes (avec notamment une quantité d'occupations d'églises, particulièrement en Belgique) et parfois désespérées, telles que les grèves de la faim (certaines au sommet de grues !) n'a plus besoin d'être démontrée.

Nul doute que la marche européenne, en faisant converger les énergies potentielles, en posant, avec la première action d'envergure de la toute nouvelle Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs, les bases d'un rassemblement internationaliste, élargit les perspectives.

Sans déserrer le champ de l'implantation locale, des luttes sur leur lieu de travail, dans les quartiers où ils vivent, il est important que ceux qui ont réussi à passer à travers les mailles du filet européen sans pour autant obtenir de papiers ou à qui leurs titres de séjour ont été retirés, se mobilisent de façon coordonnée : pour interpeller non plus seulement les autorités locales, les préfetures ou les gouvernements des pays où ils résident, mais aussi les instances européennes et faire triompher le principe d'égalité des droits et ceux de libre circulation et de libre implantation qui le conditionnent.



Paris, le 1^{er} Mai 2012. Cortège des sans-papiers de Vitry. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)



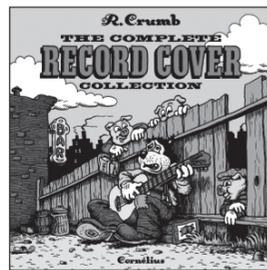
<http://lologislatives2012.tumblr.com/>

Les législatives on sait que c'est du sérieux... Enfin, parfois quand on regarde certaines affiches on ne peut pas s'empêcher de rire ! Photoshop peut parfois être l'ennemi des candidats entre les photomontages désastreux et les associations slogans/ images quelque peu fâcheux, mais heureusement, il reste le programme (enfin pour certains)... Si vous avez besoin de vous détendre pendant cette période de crise économique, allez sur ce site et admirez les prétendants au siège de député ! Certaines affiches valent franchement le détour !



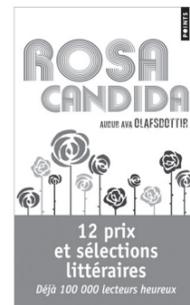
LIVRES
LE TESTAMENT SYRIAQUE
Barok Salamé
Rivages Noir / 10,50 euros
La découverte à Tombouctou du testament original du prophète non écrit en arabe et faisant la part belle à Salmân le Persan met le monde arabo-musulman en ébullition. Pour les intégristes, le Coran a été dicté à Muhammad par Dieu en arabe et ce dernier ne peut pas écrire en vieux syriaque. Le journaliste free lance qui a hérité par accident de la découverte fait ce qu'il peut mais tous ses potes sont dézingués les uns après les autres. La police est saisie et le dossier est confié au commissaire Sarfaty, spécialiste des questions de l'islam. Mais, l'apparition en force à Paris des services secrets pakistanais, de la CIA, de la SM algérienne et de tueurs du GIA poussent les autorités à dessaisir la P.J. Mais Sarfaty y trouve l'occasion de s'attaquer aux origines « antitrinaires »¹ de l'islam. Pour triompher contre l'alliance réactionnaire en poste à Paris, il devra s'allier avec un agent d'un des services secrets à l'œuvre. Lequel ? À vous de le découvrir et de vous délecter...

Sylvain Chardon
1. Issue d'une secte chrétienne à la recherche de leur vérité.



BD
THE COMPLETE RECORDS COVER COLLECTION - LA CRÈME DE CRUMB
Cornélius
HOT WOMEN
Kein & Aber records / Nocturne
Le dessinateur Robert Crumb, auteur de la BD déjantée *Fritz The Cat*, a toujours été obsédé par deux choses, à quasi-égalité : le sexe (toujours représenté sans fard) et la musique (qu'il raconta comme personne). Sa passion dévorante pour les artistes d'avant 1940 et le support désuet que constitue aujourd'hui le 78 t, lui fit réaliser de nombreuses pochettes de réédition de blues et de country, ainsi que finaliser quelques belles planches en hommage aux héros oubliés de cette époque, par exemple Charley Patton. Cela révèle la dimension contradictoire du personnage, car cet homme qui mena une traque monomaniaque des vieux disques restera sûrement dans l'histoire du rock pour avoir illustré certains albums de Janis Joplin. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cet éternel nostalgique devenu bien malgré lui icône d'une contre-culture qu'il regardait avec une grande circonspection.

King Martov



LIVRES
ROSA CANDIDA
Audur Ava Ólafsdóttir, traduit de l'islandais par Catherine Eyjólfsson
Points / 7,50 euros
Arnjlótur est un jeune homme de 22 ans, passionné de botanique et père, par accident, d'une petite fille. C'est une visite nocturne avec Anna dans la serre familiale qui a conduit à ce résultat qu'il n'attendait pas, et qui chamboule quelque peu son quotidien. Parce qu'il est un peu perdu, ou pour fuir, il accepte un poste de jardinier situé dans un monastère, très loin de son Islande natale, de ses champs de lave et de ses bateaux de pêcheurs. Mais la route qui le conduit à ce nouveau poste est parsemée de rencontres et de surprises qui vont le faire mûrir. Petit à petit, comme les boutures de rosier qu'il emporte avec lui, il va s'épanouir. Ce roman sympathique et divertissant est une sorte de road-movie botanique, version modernisée et rajeunie du : « *Il faut cultiver notre jardin* » de *Candide*.

Henri Clément



MUSIQUES
STANDING AT THE SKY'S EDGE
Richard Hawley
Parlophone Records
Comment résumer la musique du natif de Sheffield (patrie de Joe Cocker, Human League ou Arctic Monkeys) ? Il signe ici un album inattendu, bien loin du crooner de 2009 (*Truelove's Gutter*) et des magnifiques albums de Pulp, sa formation originale. « *Un déferlement de cordes au service d'une voix de baryton* » ou encore « *des rages de guitares électriques distordues par effets Larsen* ». Bien plus que cela ! Nous goûtons ici un bourdon de sitar et là le frottement d'un archet pour accompagner une mélodie indienne ou celtique sur fond d'une batterie et d'une basse toujours déchainées. Hawley stimule les sens par ses couleurs sonores et son rock psychédélique nous transporte dans l'espace. Pourtant, comme Springsteen de l'autre côté de l'Atlantique, il livre des histoires qui dénoncent la cupidité, l'égoïsme et le libéralisme tout en parlant d'amour, de la perte de l'être cher. Une perle assurément.

S.C.
1. Citations du *Monde* et de *Libé* qui cette fois n'exagèrent pas.

L'essai

LA TRAHISON DES ÉDITEURS

THIERRY DISCEPOLO

Agone
208 pages
15 euros

THIERRY DISCEPOLO
LA TRAHISON DES ÉDITEURS
AGONE • CONTRE-ŒUVRE

Qu'y a-t-il de commun entre la grande distribution, promettant plaisir et bonheur aux millions de consommateurs que nous sommes, et les maisons d'édition, grandes ou petites, qui assurent la publication des ouvrages rangés sur les étagères de nos bibliothèques ? A priori, rien. Le monde de l'édition bénéficie de l'aura presque sacrée qui entoure le livre, considéré comme le vecteur par excellence de la culture. Mais derrière cette légende dorée se cache une autre réalité, faite de fusions/acquisitions, de mensonges et de bénéfices faramineux. La charge de Thierry Discepolo contre le monde éditorial est vigoureuse et bien informée. Le diagnostic qu'il dresse vise à ouvrir une véritable discussion. En premier lieu, il interpelle intellectuels et militants se réclamant de l'anticapitalisme : est-il raisonnable de publier des ouvrages se donnant comme perspective la transformation de la société capitaliste chez des éditeurs appartenant à des multinationales des médias ? N'est-ce pas faire des idées anticapitalistes des marchandises comme les autres, éditées tant qu'elles sont profitables. L'exemple des livres d'Attac, publiés un temps par Hachette/Lagardère est éloquent. Et Discepolo démonte de façon convaincante l'argument de la diffusion (permettre aux ouvrages d'être présents dans le maximum de lieux). Mais la question ne concerne pas uniquement les éditeurs, mais bien tous les intervenants du secteur, du libraire à l'intellectuel. Comment mettre en adéquation ses idées et ses actions ? Avec cette charge au style enlevé, Thierry Discepolo ne s'est sans doute pas fait que des amis – il ne ménage pas grand monde –, mais son interpellation est à prendre au sérieux. Parce que la garantie d'indépendance d'un projet d'émancipation sociale repose également sur l'autonomie de ses moyens d'élaboration théorique : la presse, bien sûr, mais aussi l'édition. Alors à quand une structure éditoriale du NPA ?

Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPOS Coalescence et dissolution du cubisme

En 1912, les peintres Gleizes et Metzinger publiaient *Du 'cubisme', manifeste de la tendance nouvelle qu'ils avaient rejointe*. Le musée de la Poste marque ce centenaire par une belle exposition montrant ce qui a rapproché puis éloigné ces deux artistes.

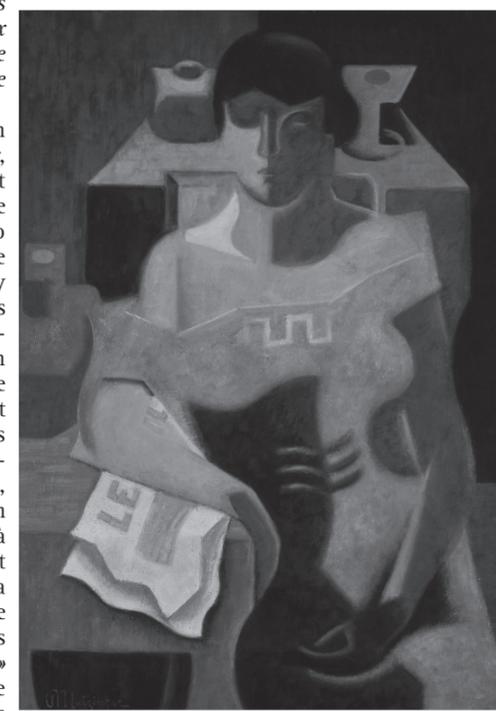
Apollinaire l'a relaté, « le nom de cubisme a été trouvé par le peintre Henri Matisse, qui le prononça à propos d'un tableau de Picasso. Les premiers tableaux cubistes que l'on ait vus dans une exposition étaient l'ouvrage de Georges Braque. J'ai l'honneur d'avoir le premier servi de modèle à un peintre cubiste, Jean Metzinger, pour un portrait qui fut exposé en 1910 au Salon des indépendants. » Il y eut ainsi deux cubismes, le premier s'élaborant presque en secret sur les toiles de Picasso et de Braque, d'abord visibles des seuls *happy few*, et ce qu'on dénomma vite le cubisme de Salon, prenant forme en 1911 puis avec l'exposition de « la Section d'Or » en 1912, juste avant la publication du manifeste précité. Le plus jeune de ses signataires, Metzinger (1883-1956), exposait ses œuvres depuis une décennie, irritant le public (d'après Apollinaire) par « ses rapides passages dans différentes écoles », tandis que le plus âgé, Albert Gleizes (1881-1953), tard venu à la peinture, allait s'ériger avec la foi du néophyte en doctrinaire du cubisme et de sa « métaphysique », terme aussi adopté par Chirico à la même époque. Pourtant, dès mai 1914, Apollinaire annonçait dans *Paris-Journal* la « séparation » de ces peintres « qui depuis quelques années s'en allaient de concert dans la vie. [...] Dernièrement, chez l'éditeur Figuière, devant le grand portrait exposé par Gleizes au Salon d'automne, devant une nature morte de Metzinger, les deux artistes ont juré de ne plus avoir rien de commun. Ainsi va la vie. Tout lasse, tout passe, tout casse. » C'est cette

différence de tempéraments et même de vues sur l'art qu'éclaire à merveille l'exposition du musée de la Poste* en mettant en regard l'œuvre bien connue de Gleizes et celle de Metzinger, jamais exposée à Paris depuis sa mort, donnant à vérifier ce qu'en disait voilà un siècle le même Apollinaire : « aucun jeune peintre n'a connu autant d'injustices que Jean Metzinger, [qui] s'exerce aux choses les plus difficiles de la peinture [et] dont l'art est le plus varié et le plus constamment renouvelé. » Si l'attrait principal de l'exposition est de révéler comment Metzinger, après s'être rapproché de Dada et de Picabia, a laissé derrière lui le cubisme un peu à la façon de Picasso et pour des raisons analogues, elle n'oublie pas de rappeler ce qu'il y eut d'enthousiasme créatif durant ces brèves années cubistes chez des génies comme Kupka, Duchamp-Villon ou Archipenko. Quant à Gleizes, ce qu'on y voit de son évolution n'est pas moins instructif. Ses principes généreux mais dogmatiques, pacifisme, naturisme, anticapitalisme, antimachinisme, le conduisirent, selon son meilleur biographe, à se définir à la fois « pour et contre le XX^e siècle » et sa « métaphysique » cubiste ne tarda pas à se dissoudre dans le symbolisme religieux. L'Occupation vit Gleizes (captivé par la « révolution nazie » en 1933) participer au pétainiste Comité national du folklore tandis que Metzinger se consacrait à la

poésie... « *Du cubisme et après* », s'intitule justement cette belle exposition.

Gilles Bounoure

* 34 boulevard de Vaugirard, Paris 15^e, jusqu'au 22 septembre, exposition visible à nouveau au musée de Lodève de juin à novembre 2013.



Jean Metzinger, *Femme en bleu*, 1919, huile sur toile.
© Photo Jean Bernard.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2012

Préparer la rentrée des anticapitalistes

La NPA se retrouvera du dimanche 26 au mercredi 29 août dans le village vacances « Les Carrats » à Port-Leucate, près de Perpignan. Cette année, entre soleil, détente et concert, on s'interrogera plus particulièrement sur les perspectives de l'anticapitalisme : crise systémique certes, mais pourquoi tant de fragilité pour tracer une alternative ?

Avec le retour de la gauche au pouvoir après une décennie, cette Université d'été se tiendra dans une situation sociale et politique nouvelle, une situation où les données européennes liées notamment à la crise seront omniprésentes. Fin août, notre université d'été permettra donc à toutes et tous de se tourner vers la rentrée sociale et politique, et constituera un premier grand rendez-vous pour les sympathisantEs rencontrés durant les campagnes présidentielle et législatives.

Un avant-goût du programme

Dans le thème central, nous interrogerons la contradiction entre les multiples aspects de la crise qui éclate aux yeux du plus grand nombre, et la faiblesse apparente des anticapitalistes. À la lumière de la situation politique et sociale française bien évidemment, mais aussi à l'aide des témoignages de militantEs politiques de la gauche anticapitaliste européenne, à commencer par la Grèce, et de militantEs du Maghreb et du Machrek. L'Algérie sera ainsi particulièrement présente cette année avec plusieurs débats consacrés tant à l'histoire, 50^e anniversaire de l'Indépendance oblige, qu'à l'actualité sociale de ce pays. Nous reviendrons sur les différentes expériences de la gauche au pouvoir, pour mesurer la trajectoire d'une social-démocratie devenue social-libéralisme, du Front populaire au Parti socialiste actuel. En plusieurs séances, les extrêmes droites française et européenne seront passées au crible : mieux comprendre les racines sociales de ce fléau pour mieux le combattre. La commission nationale formation continuera son cycle commencé les années précédentes autour des « figures



du mouvement ouvrier».

Et bien évidemment nous serons de plain-pied dans les débats qui traversent la gauche sociale et politique : crise de l'Europe, réponses à la dette, montée en puissance à gauche des politiques « protectionnistes », question de la prostitution, liens à (re)construire entre le mouvement social et ouvrier et les quartiers, etc. Et encore on ne vous dit pas tout. Gageons que le programme vous réservera d'autres surprises.

Enfin, au menu, toujours des rencontres et échanges avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques, avec des intellectuelLEs et spécialistes. Cette année encore, la Société Louise-Michel et

ses invitéEs seront présentEs pour ouvrir de nouveaux horizons philosophiques, sociologiques, politiques.

Et puis, la tête bien pleine, il y a toujours le soleil, le sable et la mer à Port-Leucate. Et même un grand concert, des soirées en compagnie d'invitéEs, ou sous les étoiles pour boire un coup ou danser.

Qui connaît une meilleure façon de terminer l'été ?

La commission Université d'été

Pour plus de précisions, retrouvez la plaquette d'inscription sur le site du NPA npa2009.org ou écrivez nous à universite.ete@npa2009.org

1. Certaines formations ont été filmées, enregistrées ou retranscrites, elles seront en ligne sur npa.jeunes.free.fr

Après les « Trois jours pour changer le monde », objectif RIJ !

Les « Trois jours pour changer le monde » se sont tenus à Nanterre le week-end dernier. Ils ont rassemblé autour de 150 participantEs, des camarades du NPA, mais aussi des jeunes qui ont pris contact avec nous au cours de l'année.

Ces trois jours étaient une occasion de nous former, de débattre¹, mais aussi de nous rencontrer après une année de campagne et de combats. Les participantEs sont venuEs de toutes les régions, y compris certaines où il n'existe pas encore de comité « jeunes » du NPA. Dans plusieurs villes, leur constitution est à l'ordre du jour. Coordonner l'activité du NPA dans la jeunesse sera très important dans les mois à venir. La jeunesse peut et doit être à la pointe des résistances. Dans les universités, le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les dérèglements, les privatisations et la mise en concurrence opérées ces dix dernières années. La nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, a dirigé à Grenoble la société Sem Minatec Entreprises, qui crée des projets entre des laboratoires universitaires publics et des entreprises privées. Un système bien rôdé : l'État finance les recherches et les entreprises empochent les profits !

Dans les lycées, Peillon ne mettra que des rustines sur les suppressions de postes. Il ne prévoit aucunement de revenir sur la réforme en cours dans les lycées, qui dès l'année prochaine remettra dangereusement en cause le cadre national du bac. Il n'a d'ailleurs rien dit de la réforme qui a fait passer le bac pro de quatre à trois ans, supprimant au passage les BEP, et instaurant une majorité de contrôle continu dans l'examen. Face à la précarité, Hollande a promis un « contrat de génération », une nouvelle dérogation au droit du travail. Pour chaque embauche, une entreprise se verra offrir 4000 euros d'exonération de cotisations... Autant d'argent qui manquera à la Sécu. Il s'agira d'un contrat précaire, car on peut imaginer que beaucoup de salariéEs se feront jeter une fois qu'ils n'auront plus l'âge de donner droit à de tels cadeaux !

Nos exigences pour la jeunesse

Dans les élections législatives, où le NPA présente de nombreux

étudiants, jeunes travailleurs et même un lycéen, nous mettons en avant un programme de luttes, répondant aux besoins de la jeunesse. Nous continuerons à porter ces revendications : l'abrogation de la loi d'autonomie des universités (LRU), la création de postes dans l'Éducation nationale jusqu'à ce qu'il y ait un maximum de 25 élèves par classe (et 12 en filières pro), le maintien et la restauration du cadre national de tous les diplômés, la construction de logements étudiants à hauteur des besoins, la gratuité des transports, l'interdiction des contrats précaires et leur transformation en CDI, la mise en place d'une allocation d'autonomie à hauteur du Smic, financée par des cotisations sociales...

Nous nous battons également contre le racisme et la répression, contre toutes les formes d'encadrement de la jeunesse, contre l'ordre moral et pour l'accès des jeunes aux moyens de contraception et de protection... Autant de combats qui ont un point commun : les jeunes ont

toute leur vie à construire dans cette société, ils ne veulent pas que leur avenir soit bradé sur l'autel d'une crise qui n'est pas la leur !

Génération révolution !

C'est pour cette raison que, du Québec au Mexique, de la place Tahrir à la place Syntagma, la jeunesse du monde entier se mobilise. Le prochain rendez-vous pour les jeunes du NPA est d'ailleurs du 30 juillet au 5 août à Besalú, en Catalogne, pour les 29^{es} Rencontres internationales de jeunes. Des militantEs anticapitalistes du monde entier s'y retrouveront pour échanger leurs expériences, se former, comprendre le monde... Et faire la fête !

Jean-Baptiste Pelé

Pour participer aux RIJ : contact-jeunes@npa2009.org

1. Certaines formations ont été filmées, enregistrées ou retranscrites, elles seront en ligne sur npa.jeunes.free.fr

La SAM et le patron voyou

La SAM, un équipementier automobile du bassin de Decazeville, est la deuxième entreprise industrielle de l'Aveyron avec 600 salariéEs. La grève y a été quasiment totale depuis le jeudi 31 mai arrêtant la production. La CGT, majoritaire dans l'usine, est le seul syndicat à animer le mouvement.

Les motifs de la grève : les salaires car la direction lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) n'a proposé que 1,2% d'augmentation, soit moins que l'inflation, l'aggravation des conditions de travail liées à une hiérarchie de plus en plus arrogante et à des réorganisations sans embauches pourtant nécessaires.

Des piquets ont bloqué tous les jours entrée et sortie de matériel et de pièces. L'occupation s'est prolongée y compris le week-end.

Lors des discussions avec la direction jusqu'au mardi 4 juin, les représentants du personnel se sont heurtés à la même intransigeance patronale : de petites ouvertures sur les conditions de travail, mais un blocage complet sur les salaires. Des assemblées générales ont voté chaque jour le renouvellement de la grève.

La CGT Aveyron a demandé à tous ceux qui étaient disponibles d'aller soutenir « les camarades en lutte pour le développement de l'emploi et de l'industrie. »

La SAM est une usine aux fortes traditions de lutte. Les conflits s'y sont multipliés ces dernières années tant sur les salaires que sur l'emploi. Alors que les affaires de la direction prospèrent, c'est toujours ceinture pour les salariéEs.

En quelques années, à coups de rachat, et d'aides publiques largement accordées par Sarkozy, le patron de la SAM s'est retrouvé à la tête du groupe Arche, leader français dans le traitement de l'aluminium. Alors qu'il explique aujourd'hui ne pas avoir les ressources pour augmenter les salaires, il était candidat cet hiver au rachat des Fonderies du Poitou.

Lors de cette grève, il n'a cessé de jouer les provocateurs. Il a d'abord déclaré à la presse : « Pour moi, ça remet en cause quinze ans de lutte pour ne pas délocaliser. Mais on va réfléchir à une autre stratégie ». Lundi 4 juin, il est descendu de son bureau pour interpeller dans la cour les ouvriers des piquets de grève. Il tenait à la main des mails en provenance de ses donneurs d'ordre, Peugeot et Renault qui, paraît-il, lui intimaient l'ordre de faire reprendre le travail. Et il s'est emporté : « Si ça continue comme ça, j'irai en Bulgarie, et tant pis pour ce trou-du-cul de Decazeville. »

C'est effectivement un champion en termes de mise en concurrence d'usines. Il avait déjà menacé de délocaliser entre l'Aveyron et le Jura : pas besoin d'aller chercher au-delà des frontières. Son raid vers une usine de Saint-Claude ayant tourné court, et ayant été désavoué par la justice à ce moment, il avait été traité en juillet 2011 de « patron voyou » par la fédération de la métallurgie CGT et la presse locale. Voilà le type de patron auquel les salariéEs de la SAM ont affaire. Lundi 4 juin, en soirée, une nouvelle assemblée générale se tenait. La grève continuait avec la même exigence d'un large soutien.

Correspondant Aveyron

Contre le harcèlement sexuel, Bus 678!

À la suite de la réunion du 21 mai dernier, dans les locaux de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), la décision prise au plus haut niveau est le dépôt d'un projet de loi par les ministres présentes à cet échange avec les associations féministes. La démarche de la ministre des Droits des femmes et de la Garde des sceaux est historique, à la hauteur des enjeux soulevés par l'abrogation du délit, le 4 mai dernier, par le Conseil constitutionnel (voir *Tout est à nous !* n°150).

Le dépôt de six projets par des sénateurs a conduit à la mise en place d'un groupe de travail et l'audition des parties concernées a commencé. Le délit n'existant plus, toutes les procédures en cours étant de fait anéanties, une procédure accélérée devrait être engagée et ce texte sera probablement le premier soumis à la nouvelle Assemblée. Le projet retenu devrait s'inspirer, comme l'exige l'AVFT et le collectif féministe engagé à ses côtés, de la directive européenne 2006/54/CE : le harcèlement sexuel est « la situation dans laquelle un comportement non désiré à connotation sexuelle, s'exprimant physiquement, verbalement, ou non verbalement, survient avec pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et, en particulier, de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ». Elle devrait aussi impliquer la responsabilité des supérieurs hiérarchiques et faire de l'abus d'autorité une circonstance aggravante. Mais cette loi sera-t-elle rétroactive ?

En attendant, est-il juste que les victimes, alors qu'aucune qualification pénale de remplacement n'est envisageable, soient abandonnées par la justice, et l'accusé libre de poursuivre ses agissements sexistes ? Cela a des conséquences graves pour lesquelles la responsabilité de l'État pourrait être engagée par les victimes. D'autant plus que les demandes de transmission de la circulaire de la Chancellerie, en grande partie inapplicable, affluent sur le site de l'AVFT. Pourquoi ce texte est-il introuvable sur legifrance.fr ? Toutes ces interrogations seront probablement au centre de la rencontre, cette semaine avec le ministère des Droits des femmes. « Le changement, maintenant ! » Quelle réalité ? En attendant, allons voir *Les femmes du bus 678*, un film fait par un homme. La peur doit changer de camp !

Karol

Dans l'Yonne, c'est bien parti !

Il ne faisait nul doute que le NPA 89 serait présent aux législatives 2012. Aucun accord n'a été possible malgré les tentatives des camarades de la Gauche anticapitaliste qui ont essayé de s'inscrire dans une campagne unitaire avec le Front de Gauche, en essayant de recoller les morceaux avec un PCF dominant requinqué par la campagne Mélenchon ainsi qu'avec la Fage qui n'avait pas rejoint le FdG. Peut-être aurions-nous pu nous retrouver avec ces autres forces politiques de la gauche de la gauche, mais encore faut-il que celles et ceux qui se réclament de l'anticapitalisme passent du discours au contenu programmatique et que la représentation politique électorale ne soit pas le seul contenu...

Décision a donc été prise en assemblée générale de présenter des candidatures NPA. Nous portons dans cette campagne une démarche de proximité avec des candidatEs qui confirment l'activité du NPA dans toutes les luttes et actions récentes, de la grève des facteurs contre la dégradation des conditions de travail, à la fermeture du centre d'éducation (la Canopée) et de sites industriels (Lafarge) : Raymond Plautz, militant syndical et défenseur des salariés, Nicole Asségon, commerçante restauratrice, Michel Leme, instituteur retraité, militant syndical.

En organisant notre meeting de lancement de campagne, avec la présence d'Olivier Besancenot, à Avallon, nous avons mis en évidence la nécessité de nous retrouver dans les prochaines mobilisations pour imposer un véritable programme de rupture avec le système capitaliste. L'unité des anticapitalistes sera une nécessité face à une gauche institutionnelle qui ne fera que donner des garanties aux banquiers permettant ainsi à l'extrême droite de progresser. Il nous faut donc imposer dans les luttes une politique sociale anticrise avec comme axe central le non-remboursement de la dette. Les échanges ont été nombreux après cette réunion, le débat portant sur la façon de prendre nos affaires en main...

Lot-et-Garonne, jeunesse et femmes de luttes

Deux candidatures NPA assurent notre présence. Dans la 1^{re} (Agen-Nérac), Vladimir Belmon, en recherche d'emploi et Jamalât Abou Youssef, travailleuse sociale, sa suppléante. Vlad, 20 ans « a la jeunesse » comme l'affirme un quotidien local, tandis que Jamalât attire la curiosité des journalistes puisqu'elle est franco-palestinienne, mais aussi « femme de luttes, ici et ailleurs », pour reprendre le (grand) titre de son interview dans *Sud Ouest*. Pas étonnant non plus de retrouver leur profil dans leur profession de foi : « Les révolutions en Tunisie et en Égypte ont été le point de départ d'une vague de résistances internationales. Elle a inspiré les Indignés partout à travers le monde. »

« Notre génération n'est pas simplement celle qui vivra moins bien que celle de ses parents. C'est aussi celle qui refuse de se laisser faire et de voir son avenir sacrifié. La jeunesse se bat partout à travers le monde pour refuser de payer la crise. C'est cette idée de révolte que nous voulons porter. » Pendant la campagne, « Vlad » avec d'autres jeunes militants antifascistes ont « réussi un petit tour de force » selon un quotidien local, « celui de rassembler, en 48 heures autant de manifestants que le Front national réuni au même moment » pour écouter Le Pen père. Soit 150 personnes dans les rues d'Agen, une vingtaine de partis, syndicats et associations de gauche les ayant suivies. Dans la 3^e circonscription (Villeneuve-sur-Lot), Luc Chevillotte, 35 ans, employé du commerce, est un militant CGT actif chez Auchan mais aussi dans l'union locale CGT. Son suppléant Ignace Garay, un syndicaliste retraité de la métallurgie, est le militant du NPA le plus connu dans le département. C'est encore « place aux jeunes », mais leur profession de foi reflète aussi leur ancrage dans les luttes locales. Ainsi, ils refusent « la privatisation de l'hôpital de Villeneuve, au profit des propriétaires de la clinique, dans le cadre d'un prétendu pôle de santé », « la précarisation des personnels et l'ouverture des grandes surfaces le dimanche et les jours fériés » etc. « Aujourd'hui, des milliers d'emplois sont en jeu chez Marty, à Métaltemple Aquitaine, à Villeneuve Pet Food, à Xilofrance etc. La banque publique et les pouvoirs publics doivent imposer et favoriser les investissements demandés par les salariés. »

Précision.

Dans l'article présentant les candidatures du NPA dans le Val-de-Marne, paru dans *Tout est à nous* ! n°151, il n'était pas indiqué que la candidature avec le MOC dans la 6^e circonscription à Fontenay-sous-Bois, était une candidature NPA GA.

À Évry, face à Valls et sa bande...

Au cours de la passation de pouvoirs entre Manuel Valls et son successeur à la mairie d'Évry, le discours du camarade du NPA a été censuré.

Dimanche 3 juin se tenait le conseil municipal pour l'élection du nouveau maire d'Évry, la passation des pouvoirs entre Valls, dorénavant ministre de l'Intérieur, et son successeur, Francis Chouat, conseiller et vice-président du conseil général de l'Essonne. Le ban et l'arrière-ban de la classe politique sociale-libérale se bousculaient accompagnés d'une flopée de journalistes : Lionel Jospin, ancien Premier ministre, Daniel Vaillant ancien ministre de l'Intérieur, François Lamy, ministre, Harlem Désir et autres notabilités... Valls a fait son propre éloge dans un long discours où les compliments, les amitiés, les remerciements ont été égrainés à n'en plus finir, déclarant son amour de la ville d'Évry, de la « démocratie représentative »... Un discours qui flattait la grande réussite de onze ans de présence dans la ville du timonier local appelé à cet instant à un autre destin : certes, Évry connaît les affres de la crise avec le chômage, la précarité particulièrement dans sa jeunesse, mais l'œuvre accomplie avec les pôles économiques d'excellence, une recherche scientifique d'excellence, un pôle sportif d'excellence, même un internat d'excellence rattache le centre Essonne à la stratégie de développement du Grand Paris ! Et vint ensuite l'adoubement du nouveau maire. Pas la peine de s'interroger pour cet homme-là comme pour son maître sur le sens de l'engagement du candidat Hollande refusant le cumul des mandats. Le faire-semblant est la norme pour amuser la galerie des croyants impénitents de la démocratie représentative. Et de nous redire

qu'il n'y avait dans cette passation de témoin aucune discontinuité, les politiques de construction et modernisation de la ville seront poursuivies en s'appuyant sur une majorité faite d'EELV et du PCF-Front de Gauche. Ces deux mêmes composantes politiques venant par la suite se flatter et se féliciter de la confiance que Valls leur avait accordée en leur donnant des postes de maires adjoints. L'allégeance était totale bien que la représentante du PCF-Front de Gauche ait tenu à préciser le maintien d'une certaine « vigilance ». La seule discordance est venue du représentant du NPA, notre camarade Francis Couvidat, conseiller municipal et candidat dans la circonscription. Son intervention a suscité la réprobation d'une partie du public. Pour ces aficionados recrutés à travers onze années de clientélisme électoral, de services rendus, la critique et le désaccord sur les politiques libérales, réactionnaires, antisociales du petit homme providentiel local ne sont pas acceptables. Peu importe, notre camarade a imposé son intervention en direction du ministre de l'Intérieur jusqu'au bout. Une intervention tellement insupportable qu'au moment de la présentation des candidatures au poste de maire notre camarade se vit purement et simplement refuser la parole pour expliquer les raisons de sa propre candidature. La messe était dite mais, sur l'ensemble du département, nous serons présents dans dix circonscriptions pour faire entendre la voix d'une opposition de gauche à la gauche libérale.

Correspondant

Extraits de l'intervention censurée de Francis Couvidat

«...Je pose ma candidature parce que je conteste d'abord le fonctionnement démocratique de ce conseil municipal. Le débat sur le non-cumul des mandats n'est pas sincère à plus d'un titre. Manuel Valls accède à d'autres fonctions tout en sachant que son fauteuil lui reste acquis, qu'il ne prend aucune espèce de risque. [...]

Ma candidature est aussi justifiée par le refus de faire de notre collectivité un endroit où les politiques libérales sont les seules défendues. Il existe une autre politique d'aménagement de notre ville, de notre intercommunalité, de son élargissement. Une politique qui associe principalement à la décision les populations concernées avant les cabinets d'étude, les experts de tout poil inféodés aux banques d'investissement, aux bétonneurs sous couvert « d'aide à la décision ». [...]

Ma candidature, je la justifie encore par la nécessité de défendre le pouvoir d'achat de nos habitants :

- en ne laissant pas faire nombre de bailleurs dit sociaux et privatifs qui appliquent sur notre ville des prix de loyer exorbitants sans rapport avec le niveau de ressource de leurs locataires,

- en refusant par tous les moyens mis à disposition du maire, avec la mobilisation des habitants, le coût du chauffage urbain, vraie pompe à fric ruinant tant les locataires que les propriétaires.

Il convient bien ici de défendre encore une fois un vrai service public de l'eau, un vrai service public du logement, un vrai service public du traitement des ordures ménagères sous contrôle des usagers en valorisant la multitude de leurs compétences.

Ma candidature, je la justifie toujours par la nécessaire bataille pour modifier notre fiscalité locale qui ponctionne injustement avec la taxe d'habitation, comme la taxe sur le foncier bâti, plus les habitants d'Évry que les habitants de nombre de villes alentour, sous couvert d'un vieux statut résiduel lié à la construction des villes nouvelles. [...]

Une autre politique de notre commune est possible et pourrait initier des ruptures avec les actes successifs de la décentralisation, de la comptabilité des collectivités territoriales au profit d'investissements socialement et environnementalement utiles pour servir une vraie mixité sociale et non de façade... »

PAYS BASQUE

Contre la crise et pour l'autodétermination

Dans la foulée de la campagne de Philippe Poutou, le NPA présente aux élections législatives, au Pays basque, des candidatEs anticapitalistes, des voix pour s'indigner, résister, riposter, porte-parole des résistances et des luttes du monde du travail : Sur la 4^e circonscription : Pedro Carrasquedo, documentaliste et Éric Laclau, ouvrier métallurgiste à Messier-Oloron, sur la 5^e, Serge Nogues, enseignant et Évelyne Baratchart-Damestoy, conseillère en télécommunication, sur la 6^e, Sylvie Laplace, employée municipale et Dominique Gilbert, travailleur social. À l'heure d'une nouvelle accélération de la crise au niveau européen, un plan d'urgence est nécessaire pour défendre le quotidien des classes populaires. Nous voulons aussi porter des questions plus spécifiques comme celle du droit à l'autodétermination.

Ce droit démocratique élémentaire est refusé au peuple basque. Bien que l'heure soit à la résolution politique du conflit, les États espagnol et français refusent tout dialogue et persistent dans la voie répressive. Aussi nous pensons que les mobilisations doivent s'intensifier :

- contre la répression, pour l'abrogation immédiate des mesures et législations d'exception, dont le mandat d'arrêt européen,
- pour le rapprochement sans délai des prisonniers, de façon à avancer vers la libération de toutEs et à obtenir l'amnistie générale,
- pour la reconnaissance de la langue basque et sa co-officialisation avec le français dans les trois provinces basques de l'État français. La question du logement est aussi au cœur de notre campagne. La spéculation immobilière doit être combattue par une forte taxation des résidences secondaires (qui représentent plus de 40 % des habitations à Biarritz et



Paris, 12 novembre 2011. Banderole du Pays basque contre l'aéroport et le TGV. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

Saint-Jean-de-Luz), ce qui permettrait d'alimenter un fonds pour le logement social, dont le développement est une urgence, la réquisition des logements inoccupés et vacants, et de ceux réservés aux seuls estivants quelques mois par an, l'encadrement des loyers et l'interdiction des expulsions.

La spéculation foncière est un véritable cancer qui accélère la désertification rurale. La Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), actuellement société anonyme, a pour objectif de dynamiser l'agriculture, favoriser l'installation des jeunes, accompagner le développement de l'économie locale,

etc. Mais placée de fait sous l'emprise de la FDSEA, elle tend surtout à favoriser les gros agriculteurs et l'agriculture intensive. La Safer doit être transformée en établissement public administratif, sous le contrôle des collectivités territoriales et de l'ensemble du monde paysan. Nous dénonçons aussi la ligne à grande vitesse, une aberration économique et écologique, et demandons la rénovation et l'aménagement des voies actuelles, qui permettrait à la fois le passage de TGV pendulaires (rapides et bien moins coûteux) et le développement prévu du fret.

Claude Larrieu



Rassemblement de salariés d'Ehpad.

Vendredi 1^{er} juin, à l'initiative de la CGT, une journée de grève et un rassemblement de l'ensemble des personnels d'Ehpad (public-privé) a eu lieu dans le Puy-de-Dôme. Devant l'agence régionale de santé (ARS) de Clermont, une centaine de personnes (personnels et parents de résidents) se sont retrouvées. Elle réclament des moyens et des postes supplémentaires pour pouvoir s'occuper des personnes âgées dignement. À l'issue de cette action, il a été décidé de ne pas en rester là et d'essayer de créer un collectif plus large pour pouvoir amplifier la mobilisation.

Doux, grandeur et décadence...

Qui a fait la richesse de la famille Doux, sinon les salariés du groupe et les éleveurs qui le fournissent? Aujourd'hui l'entreprise est proche du dépôt de bilan à cause d'une politique d'endettement aventuriste, et qui risque en premier lieu d'en faire les frais? Les salariés, les intérimaires, voire les éleveurs... Et la boucle est bouclée. Quand il s'est agi de faire de l'argent, Doux s'est envolé pour le Brésil et a réalisé, dans un premier temps, de juteux profits dont les salariés d'ici n'ont pas

perçu le moindre centime... Aujourd'hui croulant, soi-disant sous les dettes bancaires – mais jusqu'à présent le groupe n'a pas publié ses comptes –, Doux envisage le dépôt de bilan. Il propose quelques solutions pour les éleveurs, mais pour les salariés... c'est le silence! On pourrait aussi lui demander ce qu'il fait des dizaines de millions d'euros de subventions au titre de la PAC!

Il faut exiger l'ouverture des livres de compte y compris des filiales comme Père Dodu qui, elles, sont largement bénéficiaires. Il faut imposer le maintien de la production sous contrôle public en interdisant les licenciements y compris des intérimaires. Voilà ce que devrait imposer un gouvernement réellement au service des salariés et des couches populaires.

Blocage des loyers à la relocation: on attend la suite!

Cécile Dufлот annonce un blocage des loyers à la relocation pour le mois de septembre. «Il s'agit d'une disposition d'urgence pour répondre à la crise du logement qui pèse sur les ménages», selon la ministre du Logement EÉLV. Une décision juste et nécessaire, mais bien loin de «répondre à la crise»: les loyers en général ne seront pas gelés

et continueront d'augmenter chaque année selon le taux fixé par l'indice de référence adossé à l'inflation (1,7% en 2011). Il s'agit ici d'empêcher des propriétaires d'augmenter les loyers bien au-delà quand ils changent de locataire «dans les agglomérations et les zones où les loyers ont atteint des niveaux insupportables». On pourrait dire «il s'agit seulement...», mais la droite hurle au scandale et l'ex-Premier ministre François Fillon déclare: «encadrer les loyers, ça veut dire qu'il n'y a plus aucun investissement immobilier». Deux âneries dans une seule phrase! Le nouveau gouvernement ne propose pas d'encadrer les loyers (pas encore?), seulement de leur interdire de s'envoler follement à la relocation. Mais les loyers déments ne vont pas baisser demain, alors que, depuis 2000, ils ont augmenté de 40% en moyenne dans le privé, de 29% dans le secteur dit «social»; et de 2,4% à Paris, pour la seule année 2011. Le changement, pour les loyers, ce sera quand ils ne dépasseront pas 20% des ressources.

Avec près de 10 millions de mal-logés, le logement doit être une priorité des politiques publiques. La suite nécessaire à ce décret est à prendre dans le plan d'urgence du NPA (ou dans l'engagement de la FAP

signé par le candidat Hollande): application de la loi de réquisition des logements vacants; arrêt des expulsions locatives sans relogement; construction massive de logements vraiment sociaux.

Gervais Gantchou libéré!

La tentative d'expulsion de Gervais Gantchou menée le 4 juin par la police aux frontières sur ordre du ministre de l'Intérieur Manuel Valls, a échoué.

Ce Camerounais de 30 ans, père de deux enfants français, en était à son 45^e jour de rétention, la durée maximum. Le matin même, la police lui a dit de préparer ses affaires pour être conduit au tribunal de Meaux. Il a en réalité été conduit à Roissy dans un avion pour le Cameroun. Il a refusé de partir, hurlant et appelant les passagers à l'aide. Il a finalement été libéré, le procureur ayant renoncé à le poursuivre. Il reste néanmoins sous le coup d'une interdiction du territoire d'un an.

La décision d'expulsion a été prise par le cabinet du ministre Valls, prétextant le casier judiciaire de Gervais (deux condamnations pour vol) et l'accusant de ne pas s'occuper de ses enfants, malgré les preuves du contraire. La justice doit être la même pour tous les délinquants, qu'ils aient ou non des papiers. La vie conjugale ou familiale n'a pas à être espionnée pour justifier les expulsions.

Technicolor d'Angers: 351 salariéEs dans l'incertitude.

L'usine Thomson d'Angers, appartenant au groupe Technicolor (ex-Thomson), qui emploie 351 salariés, a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Nanterre vendredi 1^{er} juin, avec une période d'observation de six mois. Le tribunal a arrêté au 15 avril la date de cessation de paiement et fixé la consignation devant être acquittée par Technicolor à deux

millions d'euros pour financer la période d'observation. Afin d'examiner le bilan économique de l'usine, une nouvelle audience est prévue le 28 juin.

Le site d'Angers est le dernier site de fabrication du groupe de Technicolor en France. Dans cette usine, implantée dans le cadre de la décentralisation du groupe Thomson en 1957, 2 700 salariéEs travaillaient dans les années 1970, quand Thomson fabriquait en masse des téléviseurs cathodiques. Actuellement, elle assemble des décodeurs TV. Selon la direction du groupe Technicolor, propriétaire du site, l'usine perd 10 millions d'euros par an. En fait, c'est l'alignement sur les prix du marché, des prix de cession internes au groupe qui plombe les résultats de l'entreprise.

Jeudi dernier, lors de l'audience au tribunal de commerce, les salariés avaient demandé au tribunal de «rejeter la demande de cessation de paiement et de ne pas procéder au redressement judiciaire», a indiqué Guillaume Trichard, porte-parole de l'intersyndicale (CFDT, CGT, Unsa, SUD, CFE-CGC). Pour les salariéEs, la direction a demandé (et obtenu) du tribunal le redressement judiciaire car elle veut céder l'entreprise à des repreneurs qui implanteraient une autre activité sur le site. La direction avait fait part de plusieurs hypothèses de reprises, mais à ce jour il n'y a rien de concret. Pour les salariés, «c'est Technicolor qui doit assumer ses actes».

Pour le 28 juin, lors de la prochaine séance devant le tribunal de commerce de Nanterre, les syndicats préparent une mobilisation massive avec la montée de salariéEs de l'ensemble des sites Technicolor. La meilleure façon de montrer qu'ils ne lâchent rien et de le faire comprendre aux juges.

SOUSCRIPTION 2012

PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LES LUTTES!

SOUTENEZ LE NPA!

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

VOUS DONNEZ 3 EUROS, L'ÉTAT VOUS EN REVERSE 2!

Moyennant un peu de patience avant le remboursement, vous pouvez donc multiplier votre don par 3.

Deux moyens de paiement :

LE CHÈQUE ET LA CARTE BLEUE EN LIGNE

Un seul lien pour donner en ligne :

WWW.NPA2009.ORG/SOUSCRIPTION

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

NPA SOUSCRIPTION 2012 – 2 RUE RICHARD-LENOIR – 93100 MONTREUIL

Un seul ordre pour vos chèques :

NPA SOUSCRIPTION

Une seule limite de datation et d'envoi :

AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2012 À MINUIT

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-la pour que le reçu fiscal arrive à bon port. Si deux noms apparaissent sur le chèque, précisez à qui imputer le don.

Une seule adresse pour vos questions :

SOUSCRIPTION@NPA2009.ORG

SOUSCRIPTION 2012

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®